

4. La question nationale en Europe ¹³

Marc Loris, 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IV^{ème} Internationale.
La France sous Hitler et Pétain.

(cf. R. Prager, Les Congrès de la IV^e Internationale. T. II L'Internationale, dans la Guerre, pp. 35-44)

CLT, numéro 65, mars 1999

Avec la guerre civile américaine, les guerres de l'unification italienne, les guerres de la Prusse contre l'Autriche et la France, le troisième quart du XIX^{ème} siècle marque la fin de l'époque de la formation des grands États bourgeois. Cela ne signifie pas pour autant que les questions nationales aient cessé de préoccuper l'humanité. On en est loin. Le développement inégal du capitalisme se manifeste en ce domaine comme ailleurs.

Coup d'œil sur le passé

Le problème national se posait alors de façon aiguë à un certain nombre de peuples de l'Europe centrale et du sud-est. Laissons de côté la lutte irlandaise, le problème alsacien de l'Allemagne, les questions catalane et basque en Espagne ; il y avait les nationalités opprimées des deux grands empires semi-féodaux, l'Autriche-Hongrie et la Russie, et ceux qui surgissaient de la désintégration de l'Empire ottoman. Le problème national en Europe apparaissait alors essentiellement comme un vestige de la grande tâche d'émancipation créée par la transition du féodalisme au capitalisme mais que ce dernier avait été ensuite incapable de résoudre totalement.

Le développement de l'impérialisme à bientôt posé la question nationale dans un autre groupe de pays, les pays coloniaux (ou semi-coloniaux comme la Chine et la Perse). Au moment où les libéraux en tous genres se rassuraient en pensant que le problème national en Europe n'était qu'un retard historique qu'ils allaient combler tôt ou tard, la formation des empires coloniaux démontra bientôt que la question nationale était inéluctablement posée par la phase la plus moderne du capitalisme, l'impérialisme financier. On pouvait cependant interpréter également les développements coloniaux comme un aspect de ce retard historique, constituant une poussée historique vers l'État national provoquée par le développement des forces productives dans les colonies sous l'impact de l'impérialisme.

En ébranlant les grands empires multinationaux, en écrasant les petites nations entre les grandes, la première guerre mondiale impérialiste a ressuscité en Europe le problème national, lui donnant une acuité nouvelle dans les pays où il n'avait pas été réglé (Autriche-Hongrie, Russie) ou en le ressuscitant dans ceux où il ne se posait plus depuis longtemps (Belgique). Contre ceux qui, sous des prétextes variés, niaient ou minimisaient l'importance des questions nationales à notre époque (Luxemburg, Radek, Boukharine, Piatakov), Lénine écrivit souvent pendant la dernière guerre :

« L'impérialisme est l'époque de l'oppression des nations sur une base historique nouvelle [...]. L'impérialisme renouvelle le vieux mot d'ordre de l'auto-détermination ».

L'idée de base de Lénine était que, contrairement à l'attente des libéraux, le développement du capitalisme exacerbait l'oppression nationale. Il ne manquait pas de gens, dans les rangs révolutionnaires, qui ignoraient les problèmes de la liberté nationale, au moins en Europe, sous le prétexte que l'impérialisme faisait de toutes les libertés nationales une utopie et une illusion. A

¹³ La question nationale pendant la guerre, par Marc Loris

Boukharine, qui niait la possibilité de mouvements nationaux en Europe, Lénine répliquait qu'en ce qui concernait la question nationale, Boukharine « n'avait pas prouvé et ne prouverait pas de distinction entre les colonies et les nations opprimées en Europe ». Lénine, bien entendu, savait mieux que personne montrer l'opposition entre l'Europe impérialiste et le monde colonial opprimé. Mais il niait le caractère absolu de cette opposition. Il montrait que l'époque impérialiste avait non seulement ressuscité en Europe les problèmes nationaux non réglés, mais pouvait même donner naissance à de nouveaux. Par exemple, dans une polémique contre les partisans polonais de Rosa Luxemburg, Lénine formulait à titre d'hypothèse en 1916 la possibilité d'un soulèvement de la Belgique occupée contre l'Allemagne, pour son émancipation. Trotsky écrivait au même moment : « L'indépendance des Belges, des Serbes, des Polonais, des Arméniens et autres [...] appartient au programme de lutte du prolétariat international contre l'impérialisme ». Il n'hésitait pas à placer une nation impérialiste écrasée d'Europe occidentale sur le même plan que les peuples coloniaux d'Orient.

Pour Lénine, l'aggravation de la question nationale en Europe proprement dite n'était pas le résultat fortuit de quelque accident militaire comme la supériorité des armées allemandes. Elle avait une cause plus profonde. Elle provenait de la nature même de l'impérialisme. Kautsky avait essayé d'expliquer l'impérialisme par le besoin des pays industriels de se combiner avec des pays agricoles — une théorie qui dissimulait le caractère violent et réactionnaire de l'impérialisme en le présentant comme une sorte de division internationale du travail. Lénine, réfutant Kautsky, écrivait dans son livre sur L'Impérialisme :

« La caractéristique de l'impérialisme est précisément qu'il cherche à annexer non seulement des régions agricoles, mais même des régions hautement industrialisées (appétit allemand pour la Belgique, appétit français pour la Lorraine) à cause du fait que le monde est déjà divisé qui oblige ceux qui veulent un nouveau partage à s'emparer de toutes sortes de territoires et parce qu'un trait essentiel de l'impérialisme est la rivalité entre un certain nombre de grandes puissances pour atteindre l'hégémonie, c'est-à-dire la conquête de territoires, pas directement pour eux-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et miner son hégémonie (la Belgique est avant tout nécessaire à l'Allemagne comme base d'opérations contre l'Angleterre ; l'Angleterre a besoin de Bagdad comme base d'opérations contre l'Allemagne, etc.) ».

Ces lignes sont profondément justes, peut-être plus aujourd'hui qu'à l'époque où elles ont été écrites :

1. Elles expliquent les traits spécifiques de l'impérialisme allemand affamé de colonies : le fait que le monde soit déjà divisé oblige ceux qui veulent un nouveau partage à s'emparer de toutes sortes de territoires ».
2. Elles montrent aussi qu'actuellement toute conquête a un caractère stratégique-militaire et économique en même temps et qu'il est impossible de faire une nette distinction entre les deux.
3. En outre, Lénine n'hésitait pas à placer l'occupation d'un petit état impérialiste écrasé (la Belgique) et la conquête d'une colonie (Bagdad) sur le même plan en montrant qu'ils avaient tous deux la même cause profonde, qui est « la caractéristique de l'impérialisme ».

Ces trois points sont tous également importants pour comprendre l'époque que nous vivons.

Le problème national en Europe aujourd'hui

Pour détruire le caractère absolu des assertions des sectaires, Lénine, dans sa polémique sur la question nationale, a souvent indiqué des possibilités de développement historique. Ces possibilités sont aujourd'hui devenues réalités. Si, au cours de la dernière guerre, le problème national en Europe avait un caractère fragmentaire, il embrasse aujourd'hui tout le continent. La seconde guerre impérialiste est la continuation de la première, mais sur une bien plus grande échelle.

Indépendamment de la participation de l'Amérique et du Japon au côté des Alliés, la guerre de 1914-18 est restée essentiellement une guerre européenne. La guerre actuelle est mondiale au plein sens du terme. Exactement comme l'occupation de la Belgique n'était pour le Kaiser qu'une simple opération préparatoire à une lutte sérieuse contre la France, de même, pour Hitler, l'occupation du continent européen n'était que le prélude de la lutte contre l'Empire britannique, contre l'URSS et particulièrement contre l'Amérique. Toute l'Europe est maintenant une Belgique envahie. Les sensationnelles victoires de l'Allemagne ont fait disparaître tous les fronts terrestres dans l'Europe de l'ouest et du sud-ouest. Compte tenu de quelques-uns des alliés de l'Allemagne dont la situation ne diffère guère de celles des pays conquis, il y a maintenant presque 250 millions de non-allemands sous la botte nazie. C'est une différence quantitative énorme avec la dernière guerre ! Mais il y a aussi une différence qualitative. Dans la dernière guerre, la Belgique occupée était vidée de la fraction la plus active de sa population, qui était réfugiée en France. Peu restaient dans le pays, sauf les hommes âgés, les femmes et les enfants. Aujourd'hui la population entière d'une dizaine de pays doit vivre, travailler et souffrir sous les satrapes hitlériens.

L'Europe de 1939 n'est plus celle de 1914. Elle a été considérablement paupérisée. Dans l'impasse de la société bourgeoise, tous les antagonismes sociaux et nationaux se sont exacerbés à un degré sans précédent. D'un autre côté, la guerre est menée maintenant à une échelle mondiale. En l'absence d'une issue historique sur une base capitaliste, l'âpreté de cette lutte, dont l'enjeu est tout ou rien, la nature politique réactionnaire du nazisme — tout cela a conduit l'impérialisme allemand à soumettre les pays envahis à une exploitation brutale et une oppression barbare sans précédent dans l'histoire de l'Europe moderne. Et cela a également conduit les peuples sur la route de la résistance et de la révolte.

Il ne s'agit plus désormais de déduire théoriquement la possibilité d'un problème national en Europe, celle-ci a résolu depuis longtemps la plus grande partie de ce problème. Il suffit d'ouvrir les yeux pour constater l'existence de mouvements nationaux, en outre à une échelle jamais égalée en Europe. Le fascisme, « l'impérialisme sous sa forme chimiquement pure », concentre et combine toutes les formes d'oppression nationale qu'on a pu observer jusqu'à présent dans les colonies : travail forcé, transferts massifs d'ouvriers et de paysans, évictions de masse, privilèges pour les membres de la nation dominante (tribunaux spéciaux, rations alimentaires plus fortes, etc.), villages rasés par des expéditions punitives, etc. devant cette réalité, seul un incurable pédant peut nier la possibilité de l'existence d'un mouvement national en Europe sous le prétexte que nous sommes maintenant à l'époque de l'impérialisme. En réalité, semblables raisonnements ne font que révéler une incompréhension totale de l'impérialisme, de son caractère violent, réactionnaire et autodestructeur. Sous un masque de radicalisme, cet argument trahit une inertie de la pensée héritée du libéralisme. Ce sont des raisonnements semblables, courants chez les libéraux de toutes sortes, qui niaient, il y a quelques années, la possibilité du fascisme en Allemagne : « Un pays hautement industrialisé, imaginez donc ! La réaction fasciste n'est possible que dans les pays périphériques, peu développés, semi-agricoles... ». Une telle mentalité traduit une incompréhension totale de notre époque. Nous ne sommes plus en réalité dans la période de la montée, ni même à l'apogée du système capitaliste, mais à son déclin. Toute la société bourgeoise est en train de se décomposer et cette désintégration nous apporte des choses nouvelles, « même en Europe ». Il y a eu le fascisme. Maintenant, il y a l'oppression nationale de 250 millions dans des pays où l'histoire avait, pour la plupart d'entre eux, réglé ce problème depuis longtemps.

Le problème posé aujourd'hui par l'impérialisme allemand peut l'être demain par l'impérialisme américain. En cas de défaite allemande et de retard de la révolution prolétarienne, la domination américaine, en s'approfondissant, prendra des formes nouvelles. Au lieu de la vieille méthode de la prépondérance financière, elle recherchera une suprématie politique appuyée sur des moyens

militaires. Le « second front » peut être le prélude de l'occupation du continent par les troupes américaines. Le chantage au ravitaillement et aux crédits sera complété par l'établissement d'une puissance policière yankee. Si la révolution prolétarienne ne l'emporte pas rapidement, le problème national s'installera pour des années encore sur les ruines de l'Europe.

Ainsi le mouvement national en Europe n'est-il pas simplement le produit d'un épisode militaire accidentel, mais découle de tout le déclin impérialiste. Et il a une grande signification historique. Si Hitler avait été capable d'unifier l'Europe, la révolution prolétarienne serait apparue beaucoup plus lointaine. L'abolition des frontières aurait ouvert la voie, sur la base du capitalisme, à un nouveau développement des forces productives sur le continent européen. Mais Hitler ne pouvait accomplir pour l'Europe ce que Bismarck avait fait autrefois pour l'Allemagne. C'est précisément le mouvement de résistance actuel qui démontre clairement l'impasse historique dans laquelle le nazisme, forme politique la plus avancée de l'impérialisme, se trouve. Ainsi, en un certain sens, le mouvement de résistance des peuples opprimés représente les intérêts historiques du développement de l'humanité. Il est l'hirondelle et la garantie d'une nouvelle marche en avant.

Confirmer l'existence d'un mouvement national en Europe ne signifie pas l'identifier à tous égards ce problème national actuel avec les questions nationales du passé en Europe ou même actuellement aux colonies. L'occupation allemande de l'Europe a posé un problème national sui generis, c'est le mouvement de résistance des peuples dans les pays impérialistes écrasés par un impérialisme plus puissant à l'époque de l'agonie du capitalisme.

Il nous faut noter ici, afin d'essayer de comprendre ce qui se passe en Europe, que l'administration nazie dans les pays vaincus diffère beaucoup d'une occupation militaire traditionnelle (par exemple les Prussiens en France en 1871). Certains territoires ont été formellement incorporés à l'Allemagne ; d'autres (Gouvernement général de Pologne, Protectorat de Bohême-Moravie) ont un statut colonial, sans promesse de libération à venir. Mais, même dans les pays qui sont formellement seulement sous administration militaire (Belgique, France occupée), les nazis ont pris un certain nombre de mesures économiques, sociales et politiques, qui dépassent de loin les exigences d'une simple occupation militaire (par exemple les mesures contre les Juifs).

Le mot d'ordre de la liberté nationale

Toute lutte nationale est à des degrés divers une lutte sociale. C'est particulièrement vrai du mouvement de résistance actuelle en Europe. Sous le poids de l'oppression, la haine, la rage et le désespoir accumulés dans les pays conquis se sont déversés sous les formes de révolte les plus diverses et des représentants des cercles sociaux les plus variés sont entraînés dans le mouvement. Mais si l'on considère l'ensemble, il apparaît clairement que le foyer de la résistance se trouve dans les masses laborieuses, les ouvriers et, en Europe centrale et du Sud-Est, les paysans. Les nazis ont en général facilement trouvé un langage commun avec la grosse bourgeoisie de l'industrie et des finances, qui est terrorisée par la peur du communisme et cherche une issue pour sauver ce qu'elle peut de ses profits et privilèges. Le cas le plus typique est celui de la France. Les nazis ont beaucoup moins de succès avec la bourgeoisie urbaine moyenne et petite ; ils ont cependant trouvé des collaborateurs politiques, aventuriers fascistes et surtout fonctionnaires d'ancien régime qui sont aux côtés des représentants de l'« ordre ». Autour des nazis gravitent aussi un certain nombre d'intermédiaires, profiteurs, spéculateurs de marché noir et nouveaux riches. Mais plus on pénètre dans les masses populaires, plus on ressent la haine féroce pour l'envahisseur, plus universelle est l'opposition au nazisme.

Il est intéressant de relever, sous cet angle, une déclaration récente d'André Philip, ancien député français qui s'est sauvé de Lyon, il y a quelques semaines, et qui, à son arrivée à Londres, a été nommé par de Gaulle membre du comité national de la France combattante. Le témoignage de Philip est important, d'abord parce que c'est un gaulliste, c'est-à-dire notre adversaire politique, mais également

parce qu'il vient de quitter la France où il était en contact étroit avec le mouvement de résistance et enfin parce qu'il est, de façon générale, un observateur honnête. À son arrivée à Londres, il a déclaré :

« La grande masse de la résistance est constituée par les ouvriers. Les paysans sont hostiles à Vichy, mais encore dispersés. Les traîtres et les collaborateurs n'ont été recrutés que dans les hommes d'affaires et la classe la plus riche. La classe moyenne et les représentants des industries petites et moyennes nous sont généralement favorables : ils font ce qu'ils peuvent, aux prises avec d'énormes difficultés ».

La dernière phrase résonne comme une excuse pour le manque d'activité de ces milieux de la classe moyenne. Sommes-nous en train d'assister à une lutte de la bourgeoisie au milieu de l'indifférence des masses ? Non, c'est exactement le contraire. Même l'opposition des ouvriers à la bourgeoisie indigène qui n'hésite pas à collaborer quand elle y voit quelque profit, fait partie de la lutte nationale. Le sentiment national, longtemps monopolisé par la classe dirigeante pour mieux assurer sa domination et étendre ses rapines, est maintenant un ferment révolutionnaire qui dresse les masses contre l'ordre existant.

Le caractère social du mouvement est également particulièrement clair en Pologne. Là, la résistance à l'oppression allemande, au moins dans les villes, est dirigée par des groupes ouvriers socialistes qui n'ont que haine pour le régime d'avant-guerre et mépris pour le gouvernement en exil de Londres. Ce trait du mouvement ne l'empêche pas cependant de se déployer sous le mot d'ordre de l'indépendance du pays. Et à juste titre ! Dans tous les pays envahis, toutes les questions politiques et même économiques tournent autour d'un problème central : la présence d'un maître étranger. Toutes les tâches démocratiques, si importantes actuellement, revêtent un caractère abstrait et irréel si elles ne sont pas couronnées par la revendication de la liberté nationale. Les luttes économiques soulèvent de même le problème de l'indépendance du pays : même dans la France non-occupée la population sait bien que le manque de ravitaillement est dû au pillage allemand.

Le devoir élémentaire des marxistes est d'inscrire dans leur programme la revendication de la liberté nationale qui, bien qu'elle ait depuis longtemps perdu tout contenu pour la plupart des pays européens, a maintenant reçu une nouvelle réalité à travers les catastrophes de l'agonie du capitalisme. Pour nous, il ne s'agit pas simplement d'un « truc » pour « prendre avantage » des aspirations actuelles des masses, mais de reconnaître sincèrement et honnêtement un élémentaire principe des droits démocratiques. Le marxiste propose de combattre pour sa réalisation de la même façon qu'il résout toutes les tâches, par des méthodes révolutionnaires et non en s'alliant avec l'un des camps impérialistes. Avoir une attitude négative à l'égard de l'indépendance d'un pays, c'est abandonner les masses ouvrières et les peuples travailleurs en général au danger de la démagogie nationaliste réactionnaire.

L'Europe n'est pas à la veille d'une nouvelle vague de révolutions bourgeoises nationales, mais de la révolution socialiste prolétarienne. Mais la dialectique de l'histoire est ainsi faite que le système capitaliste est en train de refléter sa faillite à beaucoup de pays sous la forme d'une nouvelle oppression nationale. Trois attitudes sont possibles à l'égard de l'actuel mouvement de résistance. La première consiste à y voir une sorte de Vendée réactionnaire, menaçant l'œuvre nazie d'« unification » de l'Europe. Seuls des laquais de Hitler peuvent avoir une telle position qui revient à trouver au fascisme des traits progressistes. La seconde attitude est l'indifférence — l'actuelle situation est « temporaire » et en plus très complexe, attendons des temps meilleurs. Inutile de dire qu'elle n'a rien de commun avec le bolchevisme. La troisième consiste à reconnaître le caractère explosif d'un mouvement national populaire dans l'Europe d'aujourd'hui. Indépendamment de sa conscience actuelle, il ouvre la voie à la révolution prolétarienne. « La dialectique de l'histoire, disait Lénine en 1916, est ainsi faite que de petites nations, impuissantes en tant que facteurs indépendants dans la

lutte contre l'impérialisme, jouent un rôle comme ferment, comme bacille, aidant le véritable pouvoir à arriver en scène, à savoir le prolétariat socialiste ».

Certains vont objecter : et la guerre impérialiste ? Pouvons-nous soutenir la revendication de liberté nationale en Europe en temps de guerre ? Cela ne veut-il pas dire le ralliement à l'un des deux camps impérialistes ? Si, après la conclusion de la paix, l'état d'oppression se perpétuait pour certains États d'Europe, alors, sans aucun doute, il nous faudrait inscrire sur notre drapeau la liberté nationale pour ces peuples. Mais pouvons-nous le faire maintenant sans participer ipso facto à la guerre impérialiste ?

La situation serait certainement beaucoup plus simple s'il y avait en Europe oppression nationale sans guerre impérialiste. Mais, malheureusement, notre époque est loin d'être simple et c'est précisément la guerre impérialiste qui ressuscite l'oppression nationale. Le raisonnement qui voudrait nous faire attendre la fin de la guerre souffre d'un formalisme fatal. C'est clairement démontré, si on prend l'exemple de la Tchécoslovaquie. Les territoires non-allemands de Bohême et de Moravie sont devenus un « protectorat allemand » avant l'éclatement de la guerre actuelle. Nous aurions donc dû être pour la liberté nationale des Tchèques, mais abandonner cette revendication à la déclaration de guerre pour la reprendre à la conclusion de la paix. Mais ce n'est pas tout. Une paix impérialiste ne saurait être facilement distinguable d'une guerre. Nous vivons une époque de convulsions où la ligne entre guerre et paix va être de plus en plus ténue. La guerre actuelle peut être suivie et sera suivie par d'autres opérations militaires : inter-européennes, coloniales, entre anciens alliés, contre de nouvelles puissances prolétariennes, etc. Quand exactement les formalistes vont-ils nous « autoriser » à adopter la revendication de liberté nationale ?

Tout ce formalisme a pour origine l'incompréhension de la nature des mouvements nationaux actuels et de notre soutien. En dépit de sa grande importance à ce moment, l'indépendance nationale demeure une revendication démocratique. En tant que telle, nous luttons pour sa réalisation, mais avec nos méthodes propres et nous l'intégrons dans notre programme de révolution socialiste. Si demain Hitler attaque la Suède ou la Suisse, nous ne soutiendrons pas les gouvernements bourgeois suédois ou suisse, pas plus que nous n'avons soutenu les gouvernements norvégien, yougoslave ou grec, car un tel soutien ne peut rien rapporter au socialisme ni même à la démocratie. Mais si, dans le cas d'une défaite militaire, quand l'État bourgeois est écrasé, un mouvement national populaire de résistance à l'oppression allemande se dresse, nous le soutiendrons, car un tel mouvement ouvrirait objectivement la voie à la révolution. Notre soutien ne dépend pas de la question formelle du moment — pendant ou après la guerre impérialiste — mais de la nature politique et sociale du mouvement. Tant qu'il s'agit d'un vrai mouvement de révolte des masses contre l'oppression, c'est notre devoir élémentaire de le soutenir et, bien entendu, ce soutien ne peut nullement signifier une participation politique à la guerre impérialiste.

On peut opposer le « second front » à notre mot d'ordre. Il est très vraisemblable qu'un jour ou l'autre, les Nations unies débarqueront en Europe. En ce cas, tant que le pays est divisé par un front militaire, le mot d'ordre de liberté nationale perd tout contenu révolutionnaire. Mais confondre la réalité d'aujourd'hui avec la possibilité de demain est une faute sérieuse de tactique révolutionnaire.

Mais après tout, le cri de liberté nationale ne peut-il pas être utilisé comme un instrument dans les mains de l'impérialisme anglo-saxon et de ses satellites pour enchaîner les peuples à la guerre impérialiste ? Sans aucun doute ! Mais existe-t-il une seule revendication démocratique qui n'ait jamais été utilisée par la bourgeoisie pour camoufler ses objectifs et tromper les masses ? Pas une seule ! La tâche des marxistes ne consiste pas à abandonner les revendications démocratiques parce que la bourgeoisie cherche à dissimuler son hideux visage derrière elles, mais à la défendre par des moyens révolutionnaires et à les intégrer dans la reconstruction socialiste de la société, tant que ces

revendications correspondent aux aspirations et aux intérêts révolutionnaires de la grande masse du peuple.

Pour révéler la fausseté de l'argument, il suffit de le retourner : si la revendication de liberté nationale fait le jeu de l'impérialisme anglo-américain, alors, inversement, ignorer ou sous-estimer le problème national en Europe fait le jeu de l'impérialisme allemand. A travers l'Europe entière, les nazis et leurs laquais consolent les peuples affamés et terrorisés par l'image de l'Europe unie. Il faut se hâter de s'intégrer à cette unité pour en retirer tous les bénéfices ! Assez de ces puérides réactions de nationalisme réactionnaire, dépassées aujourd'hui par les nécessités de l'économie moderne. Cette propagande n'a pas été dénuée d'effet sur pas mal de pacifistes, socialistes et communistes, qui maintenant saluent dans le nazisme la réalisation de l'unification socialiste de l'Europe.

Mais la « liberté nationale » n'est-elle pas le retour au statu quo ante, c'est-à-dire au régime bourgeois ? Il y a longtemps que Lénine a ridiculisé cet argument en répondant aux partisans de Rosa Luxemburg qui s'opposait, selon sa propre expression, « à une rébellion nationale dans la Belgique, la Serbie, la Galicie, l'Arménie occupées » :

« Nos camarades sont contre une telle rébellion parce qu'ils disent qu'elle est aussi une bourgeoisie dans les pays annexés et que cette bourgeoisie opprime aussi d'autres nations ou plutôt qu'elle peut les opprimer, puisque le seul point en discussion est « le droit à opprimer ». Il apparaît donc que le critère d'une guerre donnée ou d'une rébellion donnée n'est pas son contenu social réel (la lutte d'une nation opprimée contre son oppresseur pour sa libération) mais la possibilité de la bourgeoisie maintenant opprimée d'exercer son « droit » à opprimer ».

Mais le mot d'ordre de la libération nationale ne s'oppose-t-il pas à l'internationalisme prolétarien ? En particulier, n'empêche-t-il pas toute fraternisation des ouvriers dans les territoires conquis avec les soldats et ouvriers allemands sans l'action desquels aucune révolution n'est pensable en Europe ? Le cri de liberté des peuples n'a rien de commun avec la soif de revanche impérialiste. Comment un soldat allemand peut-il se libérer de l'emprise idéologique du nazisme, s'il n'a pas reconnu honnêtement et sans équivoque le droit à leur liberté des peuples opprimés ? Le devoir le plus élémentaire, non seulement d'un ouvrier ou soldat socialiste allemand, mais d'un sincère démocrate allemand (si cette variété existe encore), c'est de vouloir, de saluer et d'aider la révolte des peuples opprimés.

Libération nationale et socialisme

Le mot d'ordre de libération nationale n'implique nullement un programme de restauration d'une Europe divisée. Il signifie purement et simplement que chaque peuple doit être libre de déterminer sa propre destinée et que le parti révolutionnaire soutient la lutte pour cette liberté élémentaire. L'oppression des peuples d'Europe par l'impérialisme allemand est une entreprise barbare et réactionnaire. La résistance à l'asservissement des nations est aujourd'hui un grand facteur progressiste qui ouvre objectivement la voie à la révolution prolétarienne. Le parti révolutionnaire doit soutenir et guider les terribles efforts des peuples européens pour se libérer de la domination allemande. Tel est le contenu du mot d'ordre de libération nationale. Il est la simple expression de la lutte contre l'oppression.

Mais, après l'effondrement de l'empire hitlérien, l'Europe devra s'unir si elle veut vivre. Si cette tâche fondamentale n'est pas réalisée, il y aura de nouvelles guerres et de nouvelles oppressions. L'unique espoir de l'Europe est l'unification économique du continent, combinée à la liberté de développement national pour chaque peuple. Et seul le prolétariat est capable d'entreprendre cette tâche. Le prolétariat la réalisera en créant les Etats-Unis socialistes d'Europe. Cependant seuls des peuples libres peuvent s'unir. La première condition pour une fédération des nations européennes est leur indépendance de tout joug étranger. Si les problèmes nationaux de l'Europe ne peuvent être résolus

dans une fédération socialiste, alors, inversement, cette fédération ne peut être réalisée qu'entre des nations libres et égales. Loin de s'opposer l'un à l'autre, les deux mots d'ordre, Libération nationale et Etats-Unis socialistes d'Europe, sont étroitement liés.

À présent, au moment où les nazis essaient de justifier leurs crimes au nom de « l'unité européenne », il est particulièrement important de ne pas opposer la fédération à la nation, mais de la présenter pour ce qu'elle sera réellement, une forme d'organisation et une garantie de liberté nationale. Ceux qui opposent au mot d'ordre de libération nationale la formule « purement socialiste » des Etats-Unis d'Europe, ne remarquent pas que cette formule est elle-même un compromis entre les nécessités centralisatrices de l'économie planifiée et les tendances centrifuges héritées des siècles passés qui ne peuvent être gommées en quelques mois ou quelques années. Les Etats-Unis impliquent des États. L'unification économique et politique complète de ce continent ne se fera pas en un jour, mais sera le produit de toute une époque historique et dépendra largement, en outre, de ce qui arrivera dans le reste du monde. À quel rythme et sous quelles formes précises ce développement se fera-t-il ? L'expérience nous le dira. Le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe ne donne que la formule algébrique générale. De plus, notons-le en passant, la disparition des frontières entre les différents états ira main dans la main avec le dépérissement de chaque état.

Le plus clair exemple de fédération qui ait abouti à une unité presque complète est les Etats-Unis d'Amérique. Mais la construction du pouvoir fédéral a été un long processus et a nécessité une guerre civile plutôt sérieuse pour être définitivement consolidée. Bien entendu, le socialisme emploiera d'autres méthodes que le capitalisme. Cependant l'exemple des Etats-Unis nous montre combien il aurait été artificiel d'opposer en quoi que ce soit les mots d'ordre de libération des treize colonies et des Etats-Unis d'Amérique !

Indépendamment des formes transitoires d'organisation, la réalisation des Etats-Unis socialistes d'Europe implique la liberté de chaque nation entrant dans la fédération. Mais la seule véritable garantie de cette liberté est le droit de dire oui ou non. Toute « garantie » de libre développement culturel, etc. est une illusion si la nation n'a pas le droit de quitter l'union. Après le renversement de la bourgeoisie, nous ne voulons pas aller au socialisme par la violence, mais en convainquant patiemment les peuples de la supériorité de la centralisation. De même que, dans la question agraire, nous ne sommes pas partisans de la « collectivisation forcée », mais voulons démontrer au paysan, par sa propre expérience, la supériorité de la grande entreprise collective sur la petite propriété, ainsi, dans la question nationale, nous sommes contre toute « unification forcée » et la seule garantie qui soit réelle, pas fictive, est le droit de sécession.

Où est l'assurance que l'évolution historique va mener à l'unification complète ? Pas dans la violence, dans le développement des forces productives. Pourquoi la bourgeoisie montante a-t-elle pu dissoudre les provinces féodales dans l'unité des grandes nations modernes ? Parce que sa montée correspondait à un développement prodigieux des forces productives. Pourquoi Hitler, qui ne se prive pas d'employer la violence, ne peut-il unifier les « provinces » d'Europe ? Parce qu'il représente le déclin du capitalisme.

Une fédération socialiste, européenne ou mondiale, n'exclut nullement et, au contraire, implique le droit de chaque nationalité à déterminer son propre destin. Cependant, nous sommes encore loin de la fédération socialiste. La réalité d'aujourd'hui, c'est l'oppression générale des peuples d'Europe par l'impérialisme allemand. Si, sous le socialisme, il serait faux théoriquement d'opposer la liberté nationale au principe de la fédération, combien absurde, pédante et creuse paraît cette opposition en face des conditions actuelles en Europe !

Les tâches révolutionnaires sous la botte nazie

L'oppression nazie est passée sur l'Europe comme un rouleau compresseur. Il ne reste maintenant dans tout le continent, entre le pouvoir nazi et la population, aucune organisation légale sur laquelle les masses pourraient s'appuyer et se regrouper. Après les partis politiques et les syndicats, le travail de destruction a été étendu même aux organisations les plus neutres et les plus insignifiantes car les nazis craignent — et à juste titre — que la moindre d'entre elles puisse devenir un point de cristallisation de la résistance. Les nazis ont introduit leurs hommes dans les groupes les plus ténus, afin qu'ils y proposent l'adhésion à l'« ordre nouveau ». Même les sociétés de collectionneurs de timbres ont été gleichgestaltet [Littéralement : conçu de la même manière].

Ce qui reste des organisations ouvrières devait passer à l'illégalité et de nouvelles méthodes. Les organisations bourgeoises et petites-bourgeoises traditionnelles ont fait place à des groupes clandestins de caractère nouveau, ne provenant pas directement des vieux partis. De petits groupes illégaux, qui souvent ne s'étendent pas au-delà des limites d'une cité ou d'une région, apparaissent partout, quelques-uns seulement peuvent maintenir des contacts — et encore de façon très irrégulière — à une échelle nationale. D'innombrables petits journaux surgissent et disparaissent. Des liaisons sont prises, puis coupées. Dans l'ensemble, avec les mois qui passent, on relève un certain progrès vers la centralisation, mais très lent, souvent interrompu du fait de la sévérité des conditions de l'illégalité. Même le mouvement qui semblait le mieux adapté au travail clandestin, le stalinisme, souffre beaucoup ; malgré son puissant appareil et des ressources abondantes, les rapports entre le centre et les organisations régionales sont souvent coupés — une situation qui ne peut manquer de créer des conditions favorables pour la discussion et l'unité d'action entre membres du parti communiste et trotskystes.

De toutes les organisations ouvrières cependant, les partis staliniens restent les plus puissants et les plus actifs — et très largement. La propagande stalinienne a bien entendu un caractère complètement chauvin et prend soin de ne pas parler de socialisme. En dehors des staliniens, les deux centres les plus notables de résistance du mouvement ouvrier sont constitués par les groupes socialistes de gauche en Pologne (certains proches du trotskysme et tous hostiles au gouvernement en exil) et par ce qui reste du mouvement syndical norvégien, que les nazis n'ont pas été capables d'extirper totalement. Il ne reste pas grand-chose de la II^{ème} Internationale. On a pu relever récemment un regain d'activité de groupes socialistes officiels en Belgique et dans le Nord de la France ; mais il garde encore un caractère extrêmement fragmentaire.

Les mouvements petits-bourgeois

De larges couches de la petite bourgeoisie ont perdu leur équilibre économique et social. L'occupation allemande a produit dans l'ensemble une paupérisation énorme et même, dans une certaine mesure, une prolétarianisation de la petite bourgeoisie. Cette crise sociale trouve son expression politique dans la formation d'innombrables groupes et mouvements qui reflètent toutes les couleurs de l'arc-en-ciel de la petite bourgeoisie.

À l'extrémité réactionnaire de ce spectre, on trouve les groupes chauvins traditionnels comme l'organisation gaulliste en France. Il faut soigneusement distinguer entre les sympathies très répandues, mais plutôt vagues, des masses pour le camp « démocratique », y compris de Gaulle et son organisation elle-même. Cette dernière est surtout constituée d'anciens militaires et de fonctionnaires. Ils n'ont aucun désir de voir les masses, à qui ils ne savent pas parler, déployer de l'activité. La plupart d'entre eux sont presque terrifiés autant devant les masses que devant l'occupant allemand. Leur principale activité dans le domaine militaire est l'espionnage au compte de l'Angleterre, et, dans le domaine politique, d'attendre le débarquement anglo-américain.

À l'autre extrémité de l'arc-en-ciel, on trouve des organisations qui cherchent honnêtement une issue à l'intolérable situation des couches inférieures de la petite bourgeoisie. Les éléments les plus aptes à devenir les porte-parole de ces couches sont les intellectuels et les jeunes. Aussi trouve-t-on souvent parmi leurs dirigeants des étudiants, des enseignants, des écrivains. violemment hostiles au fascisme, ces couches sociales cherchent dans le socialisme une solution à leurs malheurs. Ils concèdent volontiers que le système capitaliste est à bout de forces et acceptent le programme de la fédération des peuples, mais ils n'ont pas encore surmonté leur méfiance à l'égard des ouvriers. Leurs dirigeants sont souvent en train de continuer à chercher une allée de roses plutôt que la voie de la « dictature du prolétariat » et accusent les marxistes d'« étroitesse ». Entre ces deux sortes de groupes, on trouvera bien entendu toutes les formes intermédiaires.

Dans les terribles conditions de l'illégalité, il existe inévitablement, entre les divers groupes clandestins, des accords pratiques : pour l'impression des journaux, le transport de la littérature et des hommes, etc. — car c'est un problème que de trouver même du papier. Sans ces contacts, ils ne pourraient exister et il est inutile de dire qu'ils n'impliquent pas de compromis sur le programme.

Même aujourd'hui dans les pays occupés, surtout en Europe orientale, des occasions pour des manifestations ne sont pas rares : manifestations de femmes contre le manque de ravitaillement, manifestations contre les restaurants qui servent les riches sans cartes de rationnement, manifestations contre les « collaborationnistes », manifestations publiques à l'occasion de diverses fêtes nationales (14 juillet, etc.). Ces manifestations sont organisées par des groupes illégaux de type divers et la question de notre participation se pose. Il est difficile de répondre de façon générale. L'important, pour déterminer si on participe ou non, n'est pas tellement la nature de l'occasion ou qui lance les manifestations, mais la situation politique et les possibilités sur le moment donné. Si certaines manifestations se répètent, mobilisant toujours plus de manifestants, c'est le devoir du parti révolutionnaire d'appeler les ouvriers à y participer, même si elles sont organisées par des groupes nationaux petits-bourgeois. Bien entendu, le parti a aussi le devoir d'y apparaître avec ses mots d'ordre propres. Après l'écrasement de toutes les organisations, la disparition de toute vie politique organisée, chaque manifestation qui renforce le sentiment d'action collective, si modeste et si confuse soit-elle, est extrêmement progressiste et la tâche de l'organisation révolutionnaire est de l'aider et, si possible, de l'élargir.

De toute évidence, tout en saisissant toute possibilité de pas en avant, nous ne pouvons limiter notre liberté de critiquer les programmes utopiques et réactionnaires. Maintenant comme toujours, les marxistes font leur travail d'explication et de clarification. Ils doivent particulièrement dénoncer le mensonge et l'hypocrisie des groupes chauvins qui ne cherchent que la revanche et qui, exigeant toujours la liberté de leur propre nation, n'hésitent pas et n'hésiteront pas à participer à l'oppression d'autres nations. Ainsi, tous les mouvements qui trouvent leur inspiration à Londres et Washington — gouvernements en exil, général de Gaulle, etc. — doivent être caractérisées, non comme des mouvements nationaux par leurs objectifs comme leurs méthodes (alliance avec l'impérialisme anglo-américain, exploitation des colonies belges, d'une partie des colonies françaises, néerlandaises, etc.). Ces groupes essaient d'enchaîner la révolte nationale populaire à l'un des camps impérialistes. Dans des circonstances nouvelles, ils jouent le rôle traditionnel des partis bourgeois qui sont basés sur la petite bourgeoisie. C'était le cas de feu le parti radical-socialiste de France qui reposait sur les aspirations démocratiques du paysan français pour mieux l'enchaîner au grand capital. Maintenant, le mouvement gaulliste exploite pour des objectifs impérialistes le sentiment national réveillé. Ce programme et ceux des groupes semblables ne peuvent apporter à l'Europe que de nouvelles catastrophes.

Quant aux différents groupements petits-bourgeois qui se tournent vers le socialisme, nous devons avoir à leur égard une attitude beaucoup plus patiente et pédagogique. Ces groupes, se rebellant

contre l'oppression actuelle, vont jusqu'à faire porter le blâme au système des trusts et monopoles impérialistes, mais, comme nous l'avons déjà relevé, gardent toujours quelque réserve à l'égard du programme ouvrier. Leur programme général, en gros, est celui de la démocratie formelle la plus conséquente. Dans les discussions avec ces groupes, la tâche principale est de montrer la réalité derrière les formes de démocratie pure et de souligner patiemment, mais fermement, qu'il faut choisir et qu'il n'existe pas de « troisième voie ».

Dans la situation actuelle, toutes les revendications démocratiques sont chargées d'une énorme potentialité révolutionnaire. Car, à l'époque de la désintégration du régime capitaliste, seule la révolution prolétarienne peut donner une réalité aux principes démocratiques. C'est pourquoi les partis marxistes doivent être les champions les plus résolus de ces revendications, sachant très bien que leur réalisation conduit la société au seuil du socialisme. Mais c'est aussi la raison pour laquelle les revendications démocratiques deviennent un mensonge quand elles sont séparées du programme socialiste, car elles ne peuvent se matérialiser en dehors de lui. Non seulement la démocratie bourgeoise n'est qu'une démocratie formelle dissimulant l'inégalité réelle entre capitalistes et prolétaires, mais à notre époque, même cette démocratie formelle ne peut exister que pour des intervalles brefs, sous une forme anémique, et elle laissera vite la place à des dictatures bonapartistes ou fascistes ou au socialisme. Parler de liberté maintenant et se taire sur l'unique moyen de les obtenir, la révolution prolétarienne, c'est répéter une phrase creuse, c'est tromper les masses. L'action commune avec les groupes petits-bourgeois démocrates, souvent inévitable et de surcroît souhaitable, ne peut nous empêcher de critiquer leurs programmes devant les masses et d'essayer de gagner le meilleur de leurs organisations.

Le programme de presque tous les groupes clandestins, staliniens compris, comprend la revendication d'une Assemblée nationale unique élue au suffrage universel. Pour certains, c'est leur seul programme pour le lendemain de la chute de l'empire hitlérien. Dans la section française de la IVème Internationale, surtout en zone occupée, il y a eu une discussion sur ce mot d'ordre d'Assemblée nationale (ou constituante).

Les arguments en sa faveur se réduisent en général à ceci : si nous sommes prêts à lutter pour les libertés démocratiques, comment ne pas inscrire dans notre programme la revendication qui couronne toutes les libertés, l'Assemblée nationale ? Cet argument n'est pas juste. Nous combattons avec les masses pour les libertés démocratiques, même les plus petites, parce que ce combat ouvre la voie à la révolution prolétarienne ; en même temps, nous expliquons que cette révolution constitue l'unique assurance contre le retour de l'oppression, de la dictature, du fascisme. L'Assemblée nationale n'est nullement le couronnement des revendications démocratiques. Le cœur même de ces revendications ne peut exister qu'à travers le développement des comités d'ouvriers et de paysans. Séparé de la question du pouvoir-bourgeois ou prolétarien —, le mot d'ordre de l'Assemblée nationale aujourd'hui en Europe n'est rien qu'une forme vide, une coquille sans contenu révolutionnaire. Dans les conditions actuelles d'illégalité, ce mot d'ordre ne correspond pas à une expérience réelle des masses, alors que chaque groupe recouvre de cette formule différents programmes politiques ; le mot d'ordre prend donc un caractère rituel et devient un élément du charlatanisme démocratique.

Ne traverserons-nous pas une phase « démocratique » après la chute du pouvoir nazi ? C'est très vraisemblable. Mais il est également très probable que nous verrons aussi dans cette période que nous serons déjà en train de voir la formation de comités ouvriers, embryons de soviets, transformant l'« étape démocratique » en double pouvoir plus ou moins long. Il est possible qu'à ce moment le mot d'ordre d'Assemblée constituante puisse être chargé d'un contenu révolutionnaire. Le mouvement du général de Gaulle a officiellement déclaré, il y a quelques mois, qu'à la chute du nazisme le pouvoir sera remis aux mains d'une assemblée unique élue par tous les Français de la façon la plus démocratique ; mais, dans des articles et des conversations, des représentants des gaullistes sont déjà

en train d'expliquer qu'entre l'effondrement de la tyrannie nazie et la convocation de l'Assemblée nationale, il s'écoulera un interrègne nécessaire pour sauver le pays du chaos et rétablir l'ordre et que durant ce laps de temps, il faudra limiter la démocratie. On peut aisément imaginer par quels moyens. Il est possible qu'à ce moment la revendication de la convocation immédiate de l'Assemblée réponde à l'expérience réelle des masses et ait un caractère offensif contre le Gouvernement provisoire. Mais c'est là la musique de demain.

Terrorisme et sabotage

Il faut accompagner la critique des programmes petit-bourgeois et stalinien d'une critique de leurs méthodes. L'oppression nazie a déjà suscité en Europe de multiples formes de résistance : manifestations passives de tout type, attentats à la bombe, sabotage des trains, incendies, ralentissement de la production, sabotage des machines, grèves, manifestations de rue, émeutes de la faim, activités de guérilla — cette dernière étant en train de devenir dans les Balkans une vraie guerre. La variété même de ces activités révèle la diversité des couches sociales qui ont été entraînées dans le mouvement. Les difficultés du moment présent, la participation des couches petites-bourgeoises et la politique délibérée du stalinisme ont engendré une vague d'aventurisme.

Le terrorisme individuel est devenu courant dans tout le continent. Les staliniens en particulier ont combiné un opportunisme vulgairement chauvin dans leur programme et un aventurisme stupide et criminel dans l'action. Le parti révolutionnaire ne peut que réitérer tous les arguments classiques du marxisme contre le terrorisme individuel ; ils gardent aujourd'hui toute leur validité. Dans des discussions avec des ouvriers influencés par les staliniens, nous devons insister en particulier sur le lien entre terrorisme et bureaucratisme. Le héros terroriste et le bureaucrate veulent l'un et l'autre agir pour les masses, indépendamment d'elles.

Le terrorisme et le bureaucratisme reflètent le mépris des masses incompetentes que des individus doivent sortir de leurs difficultés. Nous répétons : rien ne peut être gagné par des attentats individuels ; ils ne font que sacrifier inutilement un dévouement précieux et retarder l'action des masses. Bien entendu, notre critique du terrorisme ne doit pas sortir d'une quelconque indignation morale. Nous devons toujours souligner que nous sommes du côté des terroristes dans leur lutte contre les oppresseurs, mais que, contre le terrorisme, nous sommes pour des méthodes plus efficaces.

Certaines formes de sabotage qui sont l'action d'individus ou de tout petits groupes isolés peuvent à peine être distinguées du terrorisme et ne sont souvent rien de plus que des explosions de rage et de désespoir sans aucune efficacité. Mais, toujours depuis l'occupation de la Tchécoslovaquie en 1939, les ouvriers tchèques ont entrepris de saboter la production de l'intérieur des usines. Cet exemple est maintenant suivi dans toute l'Europe.

Le sabotage était un moyen de lutte de la jeunesse du mouvement ouvrier à une époque où le capitalisme devait imposer la discipline de l'usine moderne aux masses d'artisans ou de paysans. C'est alors qu'apparut la « ca'canny » écossaise, l'anarcho-syndicalisme en France, les I.W.W. en Amérique. Ces mouvements n'ont représenté qu'une tendance fugitive de la lutte de classe. Les ouvriers ont trouvé dans la grève une arme qui était à la fois plus effective et moins coûteuse.

L'oppression nazie a rendu les grèves très difficiles dans l'Europe d'aujourd'hui. Les ouvriers ont donc été obligés de recourir au sabotage, qui est à la grève ce que la guérilla est à la guerre. Il n'est pas douteux que, sur l'ensemble des continents, les ouvriers ont souvent entrepris de ralentir la production et d'abaisser la qualité de leur propre initiative, sans attendre les instructions d'organisations illégales, manifestant ainsi que cette méthode n'a aujourd'hui rien d'artificiel et que son caractère « anormal » répond seulement à des conditions « anormales ».

Le parti révolutionnaire doit également œuvrer à étendre le sabotage à l'intérieur des usines dans les pays occupés. Il s'agit avant tout d'y intéresser le gros des ouvriers de l'usine et de ne pas considérer ce travail comme une tâche technique réservée à quelques « experts » isolés. C'est également important du point de vue pratique comme du point de vue politique. La répression est rendue infiniment plus difficile et la nature collective de la lutte aide à surmonter l'atomisation de la classe ouvrière, qui est le résultat de la destruction de ses organisations. Les premiers mois de l'occupation allemande ont été en général marqués par la disparition de la conscience collective, chacun pensant surtout à se sauver soi-même. Cet état d'esprit a été surmonté, au moins en partie, précisément par le mouvement de résistance nationale. Les révolutionnaires doivent toujours s'employer à ressusciter chez les ouvriers la conscience de leur puissance collective.

Les formes collectives qui peuvent être prises par le sabotage à l'intérieur des usines sont : le ralentissement de la production, l'abaissement de la qualité, la rapide détérioration des machines. Partout où ils le peuvent, les révolutionnaires doivent œuvrer à la formation d'un comité à l'intérieur de l'usine — illégal évidemment — qui organise et supervise le travail de sabotage et de protection contre les indicateurs. C'est le sabotage collectif, qui regroupe les ouvriers autour d'un objectif commun et contre lequel la répression ne peut agir que difficilement, qui représente le plus grand danger pour Hitler. Le sabotage, quand il est conçu comme une aide directe à l'Union soviétique n'exclut pas des actions isolées contre des points particulièrement névralgiques de l'appareil économique et politique (centrales, tunnels, ponts de chemins de fer). Mais tout ce qui peut être fait dans ce domaine restera relativement limité. Ce n'est qu'en prenant un caractère de masse que le sabotage pourra réellement menacer la machine militaire allemande et il ne peut prendre ce caractère qu'au centre de la force collective des ouvriers et dans leurs lieux de travail.

« Mais, pourrait dire un stalinien, est-ce que les intérêts de la défense de l'URSS ne justifient pas le terrorisme individuel ? N'êtes-vous pas vous-mêmes pour la défense de l'Union soviétique ? Les masses européennes sont engagées dans une guerre contre les nazis à l'arrière du front — et à la guerre tous les moyens sont bons ! Bien entendu, les marxistes ont raison de s'opposer au terrorisme considéré comme un moyen d'« exciter » les masses à la lutte, mais maintenant, tuer des officiers allemands à la bombe ou au revolver est une simple mesure de guerre ».

Ce raisonnement qui reflète la politique actuelle des staliniens dans les pays occupés, trahit une ignorance, tant de l'art militaire que de la politique révolutionnaire. C'est précisément dans une lutte sérieuse que tous les moyens ne sont pas bons. La tâche du chef militaire ou du militant révolutionnaire consiste à choisir les moyens qui mènent à la fin et à laisser de côté ceux qui sont stériles ou nuisibles.

Le terrorisme, par sa nature même, conserve un caractère individuel. « Le terrorisme de masse », ce serait la révolution. Tout le terrorisme actuel est, tout compte fait, à peine une piqûre d'épingle pour Hitler, mais, de l'autre côté de la balance, les responsabilités sont énormes. Le sang ouvrier le meilleur est versé sans compter. La disproportion entre les sacrifices et les résultats obtenus ne peut engendrer que découragement et passivité. Il n'est pas facile de juger de loin, mais il semble que le mouvement de résistance ait subi un sérieux revers après l'assassinat de Heydrich.

Nous avons toujours affirmé que la défense de l'URSS était indissolublement liée à la lutte de classe du prolétariat international. Ce principe a des conséquences directes pour la défense de l'État ouvrier. Staline a sacrifié les intérêts révolutionnaires du prolétariat international à des alliances avec les bourgeoisies impérialistes. Après les défaites successives du prolétariat européen engendrées par le stalinisme, la catastrophe était inévitable. Aujourd'hui, Staline essaie de sauter par-dessus les conséquences de sa fatale politique en jetant les ouvriers de l'Europe occupée dans l'aventure du terrorisme. Non seulement il bloque ainsi leur avenir révolutionnaire, mais il nuit gravement aux intérêts militaires de l'URSS.

Le sabotage de la production dans les usines peut produire des résultats infiniment plus grands que le meurtre de quelques centaines, voire de quelques milliers, d'officiers allemands ou de collaborateurs. En éveillant l'initiative collective de la classe au lieu de la paralyser, le sabotage de la production peut atteindre une dimension qu'aucune vague de terrorisme n'atteindra jamais. En même temps, il accélère le regroupement de la classe ouvrière, recrée sa conscience collective et la prépare à entrer dans son avenir révolutionnaire. Les tous derniers mois ont révélé que Hitler lutte désespérément pour maintenir sa production d'armements. Le sabotage dans les usines est pour lui un danger mortel. Mais l'une des conditions les plus importantes pour son développement est de tourner le dos au terrorisme individuel et à toutes les formes d'aventurisme. Même dans l'Europe actuelle, les besoins militaires immédiats de l'URSS et les intérêts de l'avenir révolutionnaire du prolétariat européen coïncident tout à fait.

Il faut relever en outre que le terrorisme individuel est un obstacle à la fraternisation avec les soldats allemands. Il resserre les liens entre soldats et officiers au lieu de les briser. Les autorités militaires allemandes prennent les plus grandes précautions pour empêcher le contact entre les troupes et les habitants. Toute tentative pour répandre de la propagande chez les soldats allemands est punie avec une sévérité extrême, car c'est un danger mortel pour les généraux nazis. C'est aussi pourquoi la tâche de fraternisation ne peut jamais être abandonnée par les révolutionnaires.

Les guérillas

Dans l'Europe centrale et du Sud-Ouest, les conditions géographiques et sociales ont permis l'apparition de guérillas. Elles se sont répandues surtout dans les régions de population dispersée, où il y a peu de chemins de fer, où les communications sont difficiles. Ce sont principalement des mouvements paysans. Mais pas entièrement. Partout où ils l'ont pu, des groupes d'ouvriers ont rejoint ces bandes. On a même remarqué qu'en Tchécoslovaquie, des groupes de guérillas ont été formés directement par les ouvriers. On indique que « des zones fortement boisées fournissent un emplacement sûr pour les centaines de saboteurs des mines et des aciéries de Kladno, aux organisateurs de la résistance passive et aux dirigeants des grèves. Après un heurt récent entre la police nazie et les mineurs tchèques qui ont été trouvés en possession de dynamite, les Allemands ont entrepris la chasse aux réfugiés de ce territoire ; mais les fugitifs, ayant le plein soutien de la population, ont échappé aux agents de la Gestapo ».

Dans plusieurs régions de Pologne, les paysans ont formé des bandes de guérillas qui sont maintenant aidées par les partisans soviétiques qui se sont infiltrés à travers les lignes allemandes. Il y a aussi des bandes de guérillas très actives en Ruthénie.

Mais c'est dans les Balkans que le mouvement a pris les proportions les plus importantes, surtout dans ce qui était hier la Yougoslavie. La Yougoslavie était un produit de Versailles, financièrement soutenu par la France comme bastion de son hégémonie en Europe. Le fait que le gouvernement de Belgrade régnait sur au moins cinq nationalités différentes a été l'une des raisons de la rapidité de la victoire allemande. Le pays a été occupé par Allemands et Italiens. L'État yougoslave a été détruit. Sous le poids d'une oppression sans précédent, les paysans ont commencé à se rassembler dans les montagnes pour résister. La guerre impérialiste a été suivie d'une guerre nationale, mi-révolte, mi-guerre contre les oppresseurs allemands et italiens, aussi bien que contre les gouvernements qu'ils ont installés à Belgrade et Zagreb. Cette lutte se poursuit à travers bien des vicissitudes. Des bandes sont totalement dispersées, mais seulement pour se reformer de nouveau. Des villages qui se sont révoltés prématurément sont écrasés. Officiellement, plusieurs centaines de villages ont été rasés par les Allemands et les Italiens.

En outre, ce mouvement est profondément divisé. L'information est rare et souvent assez peu sûre, néanmoins il est clair que ces diverses bandes opèrent séparément. Elles sont séparées par des

différences nationales : Serbes, Slovènes, Bosniaques, Monténégrins, etc. ; elles le sont aussi politiquement et socialement. Les Tchetsniks, une organisation serbe sous le contrôle direct de Mikhailovitch, semblent être les plus réactionnaires. Ils sont opposés à tout changement social et ne pensent qu'à rétablir l'ancien régime. D'autres bandes ont établi des régimes « communistes » ou « soviétiques ». Quelle est la réalité derrière ces mots ? C'est difficile à dire. Il semble que ces bandes soient composées de paysans ; des mineurs ont rejoint certaines et en forment une importante proportion. En tout cas, les divergences sont assez graves pour avoir provoqué des conflits armés et Mikhailovitch a entrepris de réprimer ces « communistes ».

Ainsi, dès que le poids de l'oppression est un peu allégé, la lutte nationale pose immédiatement la question sociale. L'exemple de la Yougoslavie montre, bien qu'à une échelle limitée, le caractère extrêmement instable du mouvement de résistance nationale en Europe aujourd'hui et comment il conduit immédiatement à la lutte de classes. Nous sommes bien entendu intégralement du côté des bandes de paysans pauvres et d'ouvriers dans leur combat contre les éléments réactionnaires. Mais cela ne signifie pas que nous abandonnons le terrain de l'indépendance nationale. La critique de Mikhailovitch et autres groupes conservateurs doit se faire sur le terrain de la libération du pays : la résistance de Mikhailovitch sabote la résistance ; pour soulever les paysans, il faut leur ouvrir une perspective sociale. Cependant des accords militaires temporaires entre les groupes révolutionnaires et Mikhailovitch sont encore tout à fait possibles à l'avenir.

Le mouvement de résistance ne peut-il fusionner complètement avec la guerre impérialiste ? C'est possible et ce ne serait pas nouveau. Bien des guerres nationales ont fini en guerres impérialistes. Si le camp anglo-américain ouvrait un nouveau front dans les Balkans, le caractère national de la lutte disparaîtrait immédiatement. Mais c'est une possibilité de demain, pas la réalité d'aujourd'hui. Actuellement, la lutte dans les Balkans est un maillon dans tout le mouvement de résistance des peuples européens au nazisme et elle revêt ainsi une grande importance. Les guérillas, du fait qu'elles sont un mouvement paysan, constituent le plus grand danger pour les États où des rapports quasi-féodaux prévalent encore à la campagne (surtout la Hongrie, mais aussi la Roumanie, la Bulgarie et la Slovaquie). La révolution en Europe centrale et du Sud-Est, où la question agraire n'a jamais été résolue même à la façon bourgeoise, va embraser de grandes révoltes paysannes et le mouvement de résistance paysan est leur préparation directe.

Il y a quatre mois, le gouvernement hongrois a officiellement annoncé l'arrestation de trois cents officiers et sous-officiers de l'armée hongroise pour avoir aidé les bandes de guérillas en Yougoslavie, Pologne et URSS en leur fournissant armes et informations. On peut mesurer l'importance de cet incident en rappelant que la Hongrie est l'un des pays où la domination des seigneurs sur les paysans est la plus brutale. La résistance en Yougoslavie a incité à la révolte dans tous les pays voisins. Les guérillas sont apparues en Grèce, Macédoine, Roumanie et Bulgarie. Même en Croatie, à laquelle Hitler a donné son indépendance formelle, les paysans ont commencé à former des bandes de guérillas contre les Italiens. Il serait imprudent d'exagérer la conscience politique actuelle de ces mouvements ou de construire sur eux trop d'espoirs tant qu'ils n'ont pas trouvé une direction dans le prolétariat urbain. Mais nier leur importance pour la révolution ou rester indifférent à leur égard serait d'une passivité aveugle.

De la résistance nationale à la révolution prolétarienne

Quel rôle jouera exactement la revendication de la libération nationale dans la préparation et le développement de la révolution européenne ? Seul l'historien de l'avenir pourra répondre avec précision à cette question et c'est à lui qu'il reviendra de mesurer la place occupée par la révolte nationale dans le grand torrent de haine, de colère, de désespoir et d'espoir qui porte les peuples d'Europe vers la révolution. Il nous revient à nous de donner une réponse pour l'action. Voici cette

réponse : le mot d'ordre de libération nationale a joué jusqu'à présent et continuera pour quelque temps à jouer un rôle important en regroupant les masses, surmontant leur atomisation et les amenant à la lutte politique. C'est assez pour qu'il apparaisse sur notre drapeau.

Par quelles formes concrètes de lutte le mouvement de résistance dans les divers pays européens, va-t-il passer ? Comment se liera-t-il avec la révolution prolétarienne ? La réponse à ces questions dépend des rapports de forces en présence, en particulier du déroulement de la guerre impérialiste. Si l'Allemagne devait maintenir solidement son emprise sur le continent européen pendant des années, il serait difficile au mouvement de s'élever au-dessus de son niveau politique actuel qui est encore primitif et menacerait de revêtir un caractère national de plus en plus étroit. Mais la perspective d'une longue domination allemande sur l'Europe doit maintenant apparaître de plus en plus illusoire même à Hitler en personne.

La résistance des ouvriers et des kolkhoziens soviétiques montre de plus en plus clairement les limites de la machine militaire allemande. L'affaiblissement progressif de l'impérialisme allemand amènera non seulement une multiplication quantitative des actions révolutionnaires à travers tout le continent mais donnera à la lutte un caractère nouveau. Les attentats terroristes seront dépassés par l'action des masses.

Au cours des dernières semaines sont apparus les premiers signes de cette transformation. Athènes a vu une grève générale des ouvriers des transports qui a duré plusieurs jours. Les ouvriers des usines Renault, le cœur du prolétariat parisien, ont menacé plusieurs fois de se mettre en grève. Les mineurs belges du Borinage ont récemment déclenché plusieurs mouvements de grève et, même, dit-on, obtenu la libération d'otages par les autorités allemandes, en menaçant d'une grève générale des mineurs. Surtout, l'actuel mouvement des ouvriers français de la zone non-occupée a éveillé de grandes masses.

Ce sont les premiers signes de profonds changements de la situation. Ses causes principales sont l'affaiblissement de l'opresseur allemand et la renaissance de la conscience collective des masses. Le renouveau d'activité des masses fera reculer la vague de terrorisme individuel en donnant tous les jours plus de réalité à la perspective de la révolution. Il semble que des mutineries aient déjà éclaté parmi les soldats allemands en Norvège et dans les troupes italiennes. Il est difficile de déterminer ce qu'il y a de vrai dans ces informations. Elles sont au minimum plausibles et, si elles sont prématurées, l'avenir les rendra vraies. Les mutineries conduiront directement à la fraternisation des soldats allemands avec les peuples opprimés. La lutte commune contre l'oppression commune unira les masses autour du programme d'Etats-Unis socialistes d'Europe.

La revendication de libération nationale et de participation au mouvement actuel de résistance n'implique nullement que nous devions nous attendre à de nouvelles révolutions nationales bourgeoises ou à quelque révolution d'un caractère spécial qui ne serait ni bourgeoise, ni prolétarienne, mais « nationale », « populaire » ou « démocratique ». Toute grande révolution est « nationale » au sens qu'elle entraîne avec elle la grande majorité de la nation et le caractère « populaire » et « démocratique » de toute révolution digne de ce nom est apparent au premier coup d'œil. Mais nous ne pouvons pas transformer cette description sociologique, superficielle par essence, en programme politique, sans tourner le dos à la réalité des classes sociales, c'est-à-dire sans abandonner le terrain du marxisme. La révolution française de 1789 et la Révolution russe de 1917 ont été nationales, populaires et démocratiques, mais la première a consolidé le règne de la propriété privée, tandis que l'autre y a mis fin. C'est pourquoi la première était bourgeoise et l'autre prolétarienne. En ce qui concerne la révolution européenne qui vient, son caractère prolétarien sera apparent dès ses premiers pas.

Mais n'allons-nous pas traverser une période de transition après la chute de l'empire hitlérien ? À ceux qui posent cette question, nous pouvons répondre par une autre : de quelle transition parlez-vous ? Une transition de quoi à quoi ? Une transition de la révolution bourgeoise à la révolution prolétarienne ? Ou une transition entre la dictature nazie et la dictature du prolétariat ? Ce sont deux choses très différentes. Naturellement la révolution prolétarienne traversera bien des vicissitudes, des pauses et même des retraites temporaires. Mais la première chose à comprendre, si on ne veut pas faire erreur sur erreur, c'est que ce sera une révolution prolétarienne en lutte avec la contre-révolution bourgeoise.

Une étape « démocratique », c'est-à-dire un renouveau de parlementarisme bourgeois, est-elle possible après l'effondrement du nazisme ? Une telle éventualité n'est pas exclue. Mais un tel régime ne serait pas le résultat d'une révolution bourgeoise ou d'une « révolution démocratique » sans nature de classe ; il serait le produit temporaire et instable d'une révolution prolétarienne qui n'a pas encore été achevée et qui a encore des comptes à régler avec la contre-révolution bourgeoise. Celui qui n'a pas complètement pénétré cette dialectique n'a rien à offrir aux masses européennes.

La situation actuelle dans les pays occupés est encore profondément réactionnaire. La tâche des socialistes révolutionnaires est encore le travail de propagande, le rassemblement et la formation de cadres. C'est notre devoir de montrer toujours et partout la nécessité d'une action organisée des masses. À toutes les formes d'aventurisme qui fleurissent aujourd'hui, il nous faut opposer l'organisation de la violence révolutionnaire. Devant toute action soigneusement organisée, à grande ou petite échelle, les nazis seront déconcertés. Ils n'ont pas d'« arme secrète » contre la révolution. Ils n'ont gagné en Allemagne que du fait de l'incapacité des dirigeants ouvriers et n'ont jamais eu à affronter de véritables actions de masses. Quand celles-ci se multiplieront, les nazis ne sauront leur répondre que par ce mélange de violence et d'imbécilité qui caractérise tous les régimes condamnés par l'histoire.

5. L'Europe sous le talon de fer ¹⁴

Marc Loris, 28 janvier 1942

Tiré de contributions de Jean van Heijenoort. Manifeste du CEI de la IVème Internationale. La France sous Hitler et Pétain. (cf. R. Prager, Les Congrès de la IVe Internationale. T. II L'Internationale dans la Guerre, pp. 35-44) CLT, numéro 65, mars 1999

Cet article se propose avant tout de donner des informations pour le lecteur non-européen sur la situation existant maintenant sur le continent qui fut pendant des siècles le guide de l'humanité. Nous réservons pour un autre article l'examen des perspectives et de nos tâches politiques. Les informations utilisées ici proviennent de bulletins et de revues spéciales, de conversations de l'auteur avec des personnes venant d'Europe et finalement de communications privées reçues d'Europe par des canaux clandestins.

Laissons pour l'instant l'URSS de côté. L'Europe a environ 380 millions d'habitants, l'Allemagne avec l'Autriche 77. Ses alliés (Italie, Hongrie, Finlande, Bulgarie) en ont 60 millions. Les pays neutres (Suède, Suisse, Espagne, Portugal) en ont 42 millions et les Iles britanniques 51 millions. Il reste 150 millions d'êtres humains opprimés par l'Allemagne. Ces pays sont la Norvège, le Danemark, la Belgique, la

¹⁴ « Europe under the Iron Heel », *Fourth International*, février 1942, pp. 52-57.